



**Commune de Païta**

**Elaboration du Plan d'Urbanisme Directeur**

## **Enquête administrative**

**Du 2 octobre 2023 au 8 janvier 2024**

**Remarques sur les documents de travail au regard de la réglementation en urbanisme, du développement durable et de la lutte contre le changement climatique**

**Avis de la Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et des Moyens (DAEM)**

## PREAMBULE

L'analyse croisée des différents documents émanant de la procédure d'élaboration du Plan d'Urbanisme Directeur (PUD) de Païta soumis à enquête administrative organisée du 2 octobre 2023 au 8 janvier 2024, conduit la Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et des Moyens (DAEM) de la Province Sud à formuler un certain nombre de remarques. Ce document récapitule l'ensemble des éléments qui, selon la DAEM, devraient être pris en compte par la Ville de Païta dans l'élaboration de son PUD.

Les remarques de fond portent principalement sur l'examen des zones à urbaniser au regard de leur localisation, de la capacité des ressources et des risques naturels et technologiques.

Des remarques de forme sont énoncées principalement dans le but de faciliter la compréhension générale du plan et d'optimiser sa lisibilité par les différents publics concernés.

Certaines remarques sont génériques et appuyées par des exemples. Ces derniers ne sont pas exhaustifs et il convient d'avoir une relecture attentive du projet de plan afin de procéder aux modifications chaque fois que cela est nécessaire.

Pour rappel, en application de l'article PS. 112-26 du code de l'urbanisme de Nouvelle-Calédonie (ci-après « CUNC »), si les modifications apportées suite aux remarques émises par les différents organismes au cours de l'enquête administrative portent atteinte à l'économie générale du projet de plan d'urbanisme directeur, une seconde enquête administrative devra être organisée.

## Table des matières

A.	Sur le fond.....	4
1.	Préserver et valoriser l'environnement .....	4
2.	Assurer une gestion économe de l'espace.....	5
3.	Favoriser la cohésion sociale par la diversité et la mixité.....	8
4.	Prendre en compte les risques et limiter les nuisances.....	8
B.	Sur la forme.....	11
1.	Le diagnostic.....	11
2.	Le projet de ville .....	12
3.	L'exposé des dispositions réglementaires .....	12
4.	Le zonage .....	13
5.	Le règlement .....	15
6.	Les annexes et servitudes.....	19
6.1.	Les annexes.....	19
6.2.	Le cahier des recommandations architecturales, urbaines, paysagères et environnementales (CRAUPE) .....	19
7.	Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).....	20

## A. Sur le fond

Les remarques de la DAEM portent sur les thématiques suivantes :

### 1. Préserver et valoriser l'environnement

- Patrimoine

Le PUD affiche la volonté de sauvegarder et de mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable de la commune. Deux monuments historiques sont identifiés dans le diagnostic territorial, dans le projet de territoire (schéma de l'axe 2) et dans le plan de servitudes en annexe. Le règlement prévoit que tout projet garantisse le maintien de la qualité paysagère et des perspectives vers les bâtiments classés ou inscrits. Enfin les textes relatifs à la protection et à la conservation du patrimoine sont listés en annexe du PUD.

Remarques : Plusieurs autres sites et monuments patrimoniaux remarquables sont identifiés dans le diagnostic territorial mais ne sont pas repris dans le règlement qui ne définit pas de prescriptions permettant d'assurer leur protection.

- Paysage

Le PUD affiche la volonté de préserver le patrimoine naturel et paysager. Les différents paysages sont identifiés dans le diagnostic territorial. Le projet de territoire ambitionne de les préserver et de les valoriser. Le plan de zonage intègre de manière satisfaisante la protection des grands paysages. Le règlement et le CRAUPE fixent plusieurs règles et recommandations permettant une meilleure insertion paysagère des constructions.

Remarques : La quasi-totalité du littoral et du pourtour des îlots ont été classés en zone NLT. Cela renforce l'accès à tous au bord de mer mais légitimise la possibilité de constructions légères sur le littoral. Sur ce point, le PUD gagnerait à conserver un principe d'inconstructibilité sur les espaces remarquables et sensibles du littoral, voire entre toutes les zones déjà urbanisées du littoral.

Par ailleurs, le règlement aurait pu aller plus loin en identifiant et en localisant des éléments de paysage remarquables (perspectives, points de vue, arbres remarquables) à protéger et à mettre en valeur.

- Identification des ressources et des impacts de l'urbanisation

Le PUD affiche notamment la volonté de prendre en compte la capacité des réseaux pour le développement de constructions nouvelles. Les capacités de ressources en eau potable sont identifiées dans le diagnostic territorial qui précise que « *les possibilités de nouveaux captages sont très limitées sur la commune* » et que « *la seule perspective de développement passe par des prélèvements sur l'aqueduc de Tontouta* ».

Remarques : Il n'y a pas d'évaluation de l'augmentation de la consommation en eau potable engendrée par le PUD, notamment des zones à urbaniser, et ce que cela représenterait en termes de renforcements et d'augmentation de prélèvements. La capacité des ressources en eau potable sur la commune et l'augmentation de la consommation attendue mériteraient d'être confrontées.

- Pratiques agricoles et utilisation des ressources

Le PUD a pour ambition de « *mettre en place une gestion verte des ressources naturelles (développement des produits agricoles en circuit court, valorisation du solaire) intégrée au paysage* ». Le règlement fixe la taille minimale des parcelles en zone agricole à 30 hectares sauf cas d'exception.

Remarques : Le règlement aurait pu varier la taille minimale des parcelles en zones agricoles dans certains secteurs délimités, afin d'éviter ou limiter le morcellement d'exploitations, tout en permettant à certaines activités agricoles et petites structures de se développer sur de plus petites surfaces.

En outre, le règlement aurait pu aller plus loin en permettant en zone agricole des activités dans le prolongement de l'acte de production de l'exploitation telles que la transformation, le conditionnement et la vente directe de produits de la ferme (confitures, charcuterie...).

## 2. Assurer une gestion économe de l'espace

- Densification

Le PUD affiche la volonté de « maîtriser la densité » en privilégiant les « secteurs où la densité est déjà existante et à proximité d'équipements déjà présents ». Le règlement fixe des règles qui favorisent une densité bâtie faible en zones résidentielles et une densité bâtie moyenne en zones urbaines centrales.

Remarques : Le PUD aurait pu organiser et moduler davantage la densité dans les zones résidentielles à proximité des zones urbaines centrales. En particulier, les règles fixées dans ces zones résidentielles, à savoir l'obligation de superficies de parcelles constructibles relativement élevées et la limitation à une construction à usage d'habitation par parcelle, n'incitent pas à la densification.

- Analyse du potentiel de construction

Le PUD fournit une analyse des logements (nombre, âge, taille...) et du foncier sur la commune.

Remarques : Il n'y a cependant pas d'analyse des raisons de la vacance des logements alors que certains quartiers ont un taux de vacance supérieur à 20% (Tamoia-Bangou-Saint Laurent, Mont Mou, Ndé-Naniouni), ou approchant 15% (Katiramona-Gadji). En fonction des raisons de la vacance, le PUD pourrait peut-être agir en favorisant l'occupation ou réutilisation de ces logements avec des règles sur la réhabilitation du bâti dégradé par exemple.

- Extensions urbaines

Le PUD prévoit que la plupart des extensions urbaines potentielles sont situées en continuité des centralités existantes et des zones d'habitation existantes sur le littoral. La superficie des zones à urbaniser indicées (urbanisation à court et moyen terme) est cohérente avec les projections démographiques exposées dans le diagnostic.

Remarques : Certaines zones à urbaniser sur le littoral restent cependant discontinues des zones urbaines existantes ce qui est susceptible d'accentuer le phénomène de mitage urbain. En outre, certaines zones incitent à la réflexion :

- La vaste zone à urbaniser « Tontouta Littoral », qui préfigure un développement urbain au droit de la « Baie Inaccessible », est éloignée du tissu urbain existant, localisée au droit d'un littoral composé de mangroves, de fermes aquacoles et de fermes photovoltaïques, avec une emprise qui s'étend sur un relief collinaire au Nord (Pic aux bois de fers) ;





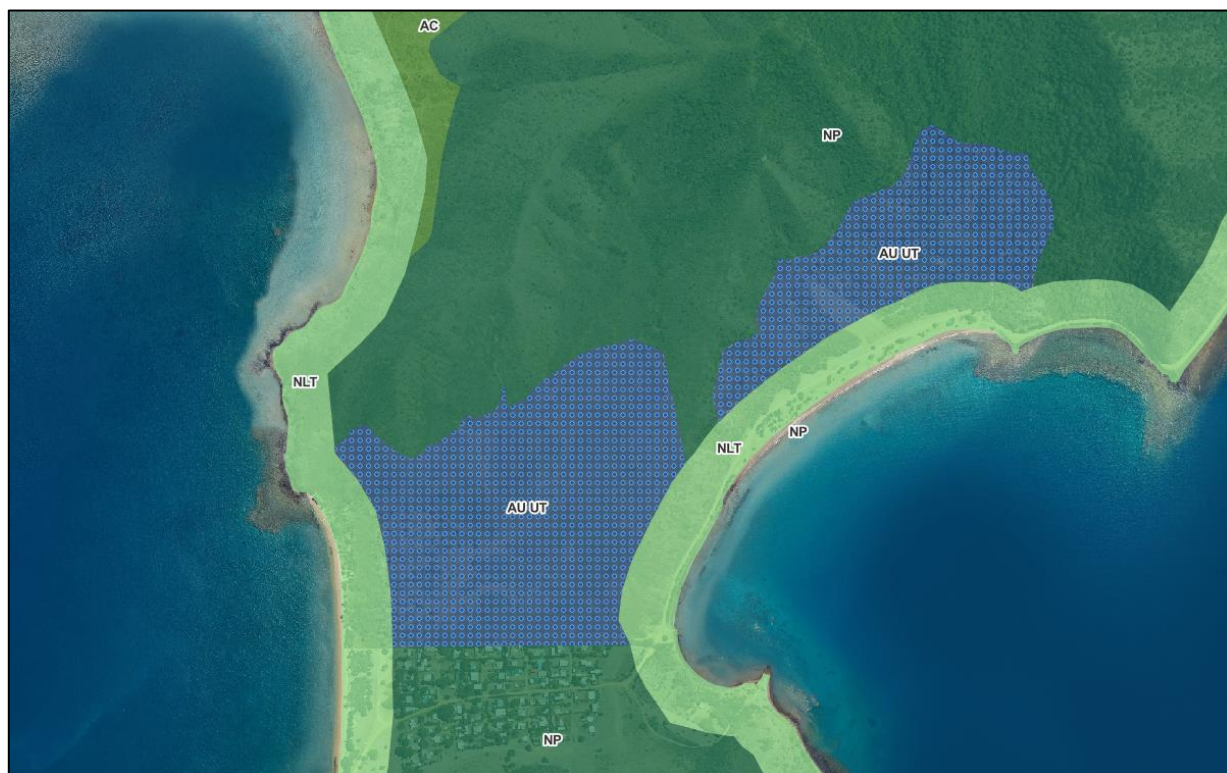
- La zone à urbaniser « Onghoué » est zonée AUUT sur le domaine public maritime. En outre, cette zone destinée à être ouverte à l'urbanisation à court terme est située à côté d'une zone déjà urbanisée qui a été zonée NLT ;



- Les zones à urbaniser sur la presqu'île Maa sont parfois en lien direct avec un environnement sensible (forêt sèche, mangrove, relief important, etc.). En outre, la délimitation de l'une des zones AUUT ne semble pas englober tout le périmètre de l'activité de loisirs de vol libre dont une partie est zonée en NP. Une autre zone



AUUT destinée à être ouverte à l'urbanisation à court terme est située à côté d'une zone déjà urbanisée qui a été zonée NP ;



### 3. Favoriser la cohésion sociale par la diversité et la mixité

- Commerce

Le PUD prévoit de structurer et de développer les zones économiques, en créant notamment un centre-ville dynamique autour de l'Arène du Sud. Le commerce et l'artisanat de proximité sont favorisés dans de nombreuses zones urbaines : en zones centrales, résidentielles, de loisirs, touristiques, aéroportuaire.

Remarques : Il n'y a cependant pas d'évaluation de l'impact éventuel qu'auront le nouveau centre-ville et le nouveau centre économique au sud de Tontouta sur les autres surfaces commerciales situées à proximité, notamment sur celles situées dans le pôle économique existant de Païta village.

### 4. Prendre en compte les risques et limiter les nuisances

- Salubrité

Le PUD ambitionne de renforcer le traitement des eaux usées et de planifier les besoins en assainissement collectif pour les futurs développements. Le règlement prévoit l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement lorsqu'il existe et de limiter les pollutions du milieu naturel à travers certaines dispositions.

Remarques : Le fait cependant que « *la politique municipale en matière d'assainissement est de ne pas créer de grandes stations d'épuration municipales pour traiter les eaux de manière collective* » est susceptible avec l'augmentation démographique et le développement urbain d'accentuer la pression sur les milieux naturels.

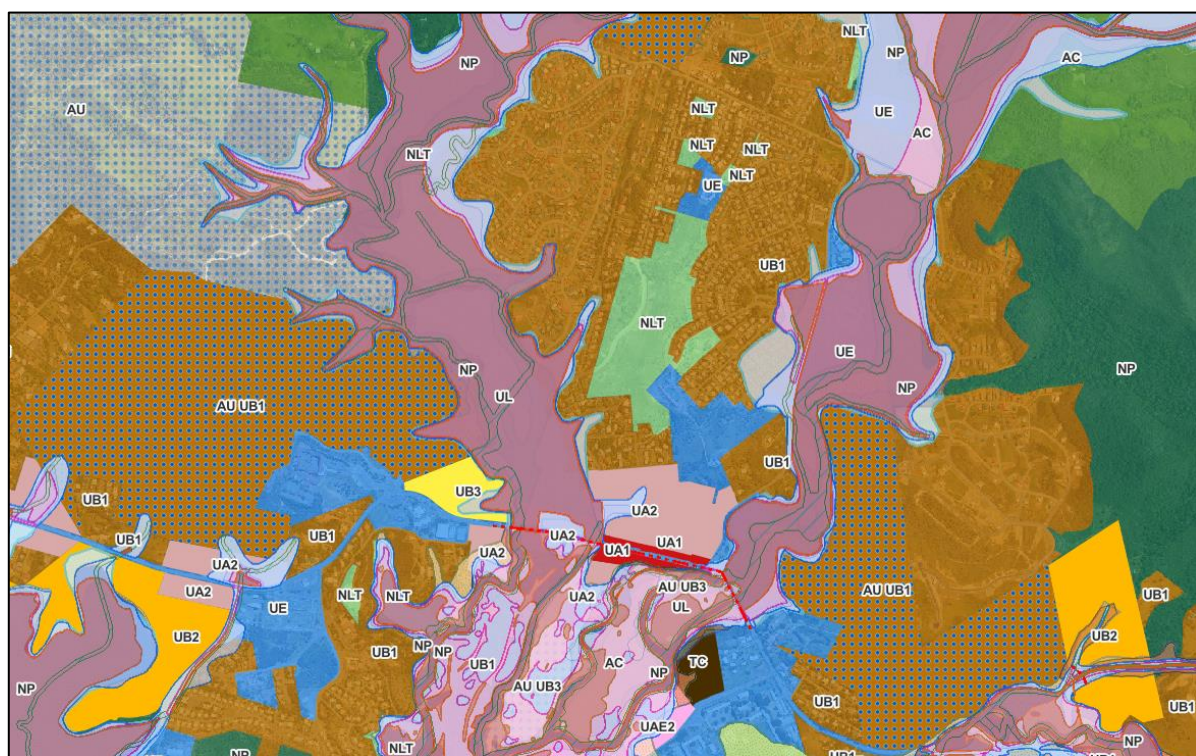
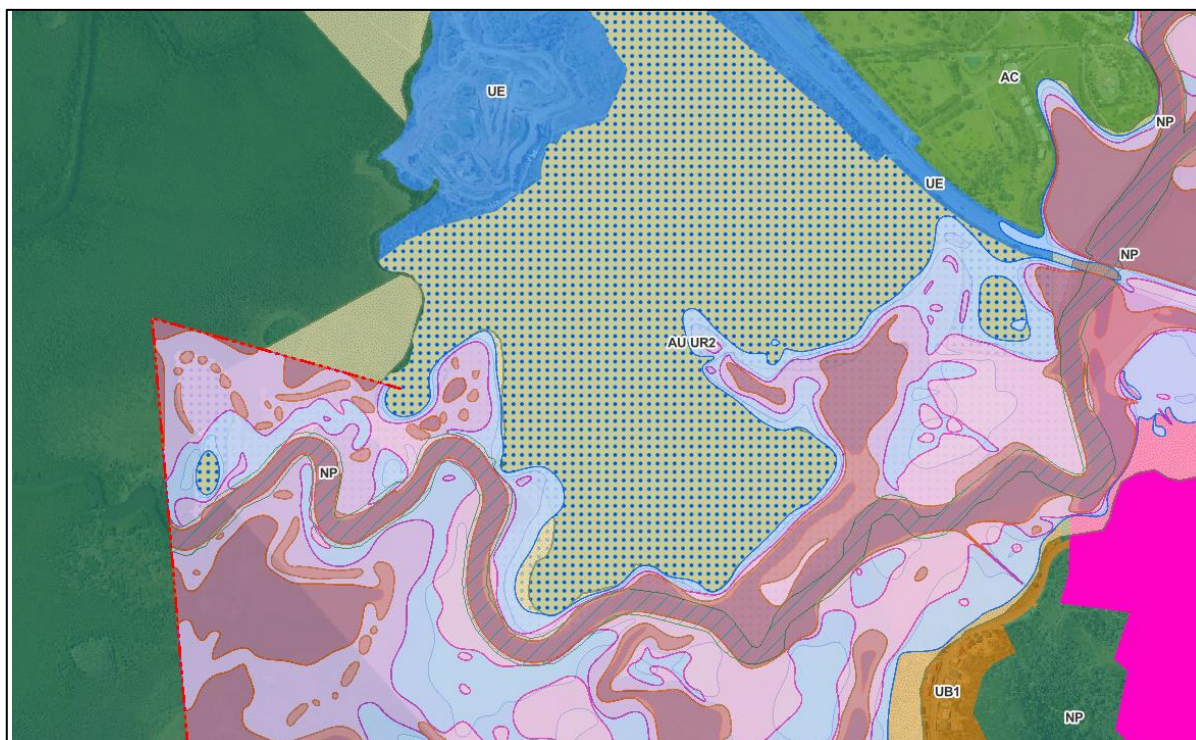
- Risques et nuisances

Le PUD affiche sa volonté de réduire les nuisances et prévenir les risques, en limitant et en encadrant les constructions dans les secteurs soumis aux risques naturels et technologiques.

Concernant le risque d'inondation, le PUD est doté d'un large éventail d'outils pertinents pour réduire l'exposition (obligation de stockage des eaux pluviales, possibilité de compter la surface de toiture végétalisée en espaces verts, taux important d'espaces verts à la parcelle, stationnement avec revêtements perméables privilégiés dans certaines zones, etc.)

Remarques : Certaines zones à urbaniser sont cependant concernées par des zones inondables avec des aléas fort et très fort, ce qui est susceptible d'aggraver la vulnérabilité des populations et des biens dans ces zones à urbaniser mais aussi dans les zones déjà urbanisées situées en aval.





S'agissant des risques technologiques, certaines zones à urbaniser sont susceptibles de venir étendre le tissu urbain à proximité d'installations à risques (carrière de Katiramona, plateforme de compostage de la Tontouta) ou inversement d'ajouter des installations à risques à proximité d'équipements publics sensibles (groupe scolaire Cottin).





## B. Sur la forme

### 1. Le diagnostic

PAGE	REMARQUES	RECOMMANDATIONS
<b>P10</b>	Il est indiqué que « le PUD de la Ville de Païta se compose des pièces suivantes : [...] le Projet de Ville [...] Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (facultatives) [...] »	A remplacer par : « Projet de Territoire » A supprimer : « facultatives »
<b>P62</b>	A propos des principaux pôles économiques de la commune	La carte schématique aurait mérité un zoom plus détaillé sur les pôles d'activités ZIZA-ZICO-ZIPAD Chacun des pôles économiques aurait pu être un peu plus détaillé (nombre de m <sup>2</sup> de surfaces industrielles, commerciales, artisanales, taux de remplissage des lots, nombre approximatif d'emplois pour chaque zone...)
<b>P74</b>	A propos des modes doux	Une cartographie des modes doux (pistes cyclables) sur la commune aurait été intéressante pour étudier les possibilités d'extension et de connexion des pistes existantes.

PAGE	REMARQUES	RECOMMANDATIONS
<b>GENERAL</b>	Tout le document	<p>Quelques fautes de frappe à corriger en vert :</p> <p>P36 : « [...] plus de 30% des habitants en 2019, ne résidaient pas sur la commune en 2014. Plus précisément, 45% des habitants de Katiramona Gadji n'étaient pas présents sur la commune en 2014. »</p> <p>P52 : « Cette typologie coïncident et répondent à la demande en logement des ménages avec enfant, qui ont parfois besoin ou souhaitent s'installer en périphérie de Nouméa »</p> <p>P58 : « [...] l'essentiel de l'activité repose sur l'élevage. »</p> <p>P75 : « Parmi les autres 58% d'actifs qui résident à Païta [...] »</p> <p>P80 : « [...] certains quartiers ont sont ainsi enclavés. »</p> <p>P80 : « Il a alors été essayé la mise en place d'un service de transport à la demande (TAD), qui restent néanmoins peut utilisé du fait d'une amplitude horaire limitée. »</p>

## 2. Le projet de ville

Aucune remarque.

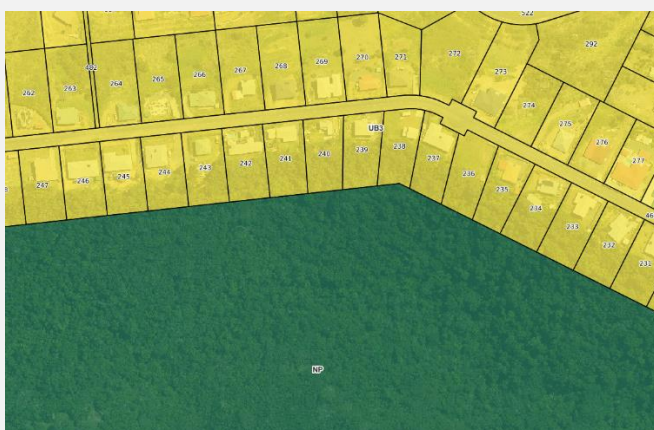
## 3. L'exposé des dispositions réglementaires

Aucune remarque.



## 4. Le zonage

### REMARQUES

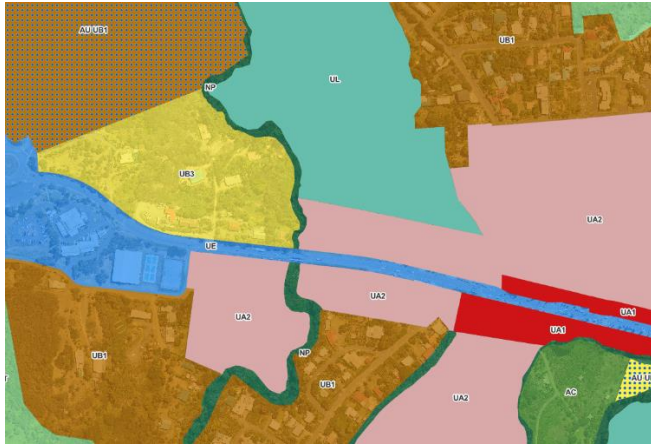


### RECOMMANDATIONS

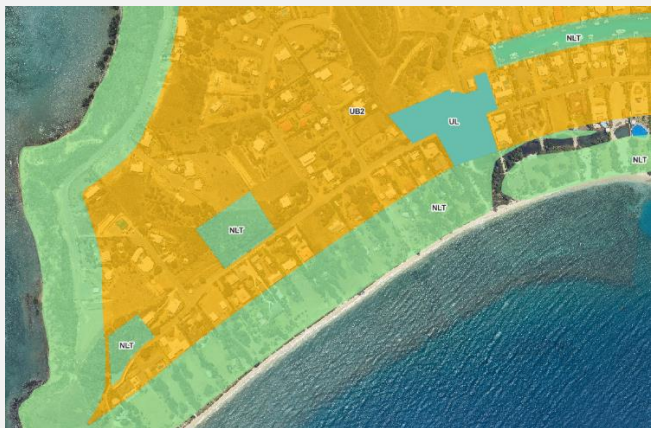
Pointe Maa : constructions sur zone AC isolée au milieu d'une vaste zone NP. A noter constructions sans autorisations sur DPM. Recommandation : revoir le zonage en l'absence de justification de cette zone AC isolée.

Une partie de l'emprise de l'ISD de Gadji sur domaine public maritime zoné NLT. Recommandation : vérifier la compatibilité de ce zonage par rapport à d'éventuels projets à venir sur l'ISD.

Lotissements Les 3 vallées : zonage des parcelles en UB3 alors que présence d'un front arboré en continuité avec le vaste espace boisé zoné NP. Recommandation : étendre la zone NP sur parcelles du lotissement pour protéger les lisières forestières en assurant une transition avec les espaces bâtis.



Zone UB3 isolée et entourée de zones centrales urbaines et de zones urbaines résidentielles plus denses. Recommandation : revoir le zonage en cohérence avec les densités des zones urbaines alentours.



Lotissements Naïa et Tiaré : certains lots (ex : lot 203 sur Naïa et lot 9 sur Tiaré) sont zonés en NLT alors qu'ils sont normalement dédiés à de la compensation environnementale. Recommandation : revoir le zonage afin de conserver un état complètement naturel sur ces lots.



Ilot cocotier avec une bande DPM zonée en NLT en face d'activités minières dans la baie. Recommandation : zoner la totalité de l'îlot en NP s'il n'y a pas de projet de développement touristique et de loisirs.

Activité minière sur DPM zoné en NP. Recommandation : vérifier s'il n'est pas plus judicieux de revoir le zonage en NM sur cette zone déjà totalement dédiée à l'activité minière.



Lot 69PIE – section Tontouta – route du quai Manto et lot n°2PIE – section Tamoia – RT1 – zonés AC : la province Sud envisage le déménagement du club de tir de l'Association Nouméenne de Tir à la Cible (ANTC) actuellement situé à Dumbéa sur l'un de ces deux terrains situés à Païta.

Demande : Rendre possible la réalisation d'un stand de tir sur ces lots.

## 5. Le règlement

PAGE	REMARQUES	RECOMMANDATIONS
P12	Dispositions communes à toutes les zones – Article 1 - Application du règlement aux constructions existantes	<p><u>Proposition de réécriture en vert</u> :</p> <p>« Lorsqu'une construction, édifiée conformément à une autorisation d'urbanisme, ne respecte pas les dispositions applicables <del>du au</del> présent PUD du fait d'un changement dans la réglementation d'urbanisme, les travaux envisagés (extension* ou modification) peuvent être autorisés s'ils rendent la construction plus conforme aux dispositions réglementaires méconnues ou s'ils sont étrangers à ces dispositions. Les travaux aggravant la non-conformité de la construction <del>au présent règlement</del> peuvent également être autorisés dès lors qu'ils <b>visent exclusivement à assurer la mise aux normes de</b> <del>ont pour objectif de mettre aux normes</del> la construction en matière d'hygiène, de sécurité, d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, d'isolation phonique ou thermique, ou que ces travaux permettent d'améliorer la performance énergétique ou de développer la production d'énergie renouvelable. »</p>
P12	Dispositions communes à toutes les zones – Article 1 - Dérogations	<p>« Conformément à l'article Lp. 112-17 du code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie [...] »</p> <p><u>Recommandation</u> : ne pas citer les articles du CUNC qui sont susceptibles d'évoluer en cas de modification du code.</p>
P13	Dispositions communes à toutes les zones – Article 2 – Destination des constructions	<p>« Conformément à l'article PS 112-6-1 du code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie [...] »</p> <p><u>Recommandation</u> : ne pas citer les articles du CUNC qui sont susceptibles d'évoluer en cas de modification du code.</p>



PAGE	REMARQUES	RECOMMANDATIONS
P21	Dispositions communes à toutes les zones – Article 5 - Caractéristique des parcelles	<p><u>Proposition de réécriture en vert</u> :</p> <p>« Les caractéristiques des parcelles <b>constructibles</b> sont définies à l'article 5 de chaque zone du présent règlement.</p> <p>Sauf dispositions contraires prévues à l'article 5 de chaque zone du présent règlement, la règle s'applique aux terrains issus de toute division foncière (lotissement, division, permis de construire valant division, partages successoraux, etc.) autorisée postérieurement à la date du rendu public du présent PUD.</p> <p>L'article 5 de chaque zone ne s'applique pas aux terrains dont la taille serait devenue inférieure à la superficie minimale constructible à la suite d'une procédure de cession, au profit d'une collectivité publique ou organisme assimilé, d'une emprise affectée ou destinée à être affectée à un ouvrage ou équipement technique public ou après l'identification et la déduction d'une emprise relevant du domaine public fluvial de la Nouvelle-Calédonie. »</p> <p>Cette proposition devant permettre de ne pas donner l'impression de réglementer les divisions parcellaires.</p> <p><u>Recommandation</u> : éventuellement préciser dans cet article les modalités de calcul de la superficie en cas de réunion de parcelles. Cela permettrait de mieux analyser la règle en cas de réunion de parcelles contigües appartenant à un même propriétaire.</p> <p><u>Recommandation</u> : préciser s'il s'agit de la décision communale qui arrête et rend public le PUD.</p> <p><u>Recommandation</u> : clarifier au 3<sup>e</sup> paragraphe si cette règle s'applique au terrain conservé, au terrain cédé, ou les deux.</p>
P27	Dispositions communes à toutes les zones – Article 11 – Aspect extérieur des constructions	<p>« Article Lp. 121-16 12° du code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie [...] »</p> <p><u>Recommandation</u> : ne pas citer les articles du CUNC qui sont susceptibles d'évoluer en cas de modification du code.</p>
P27	Dispositions communes à toutes les zones – Article 11 – Aspect extérieur des constructions	<p><u>Phrase à compléter</u> :</p> <p>« Cette protection peut être végétale ou grâce à des éléments d'architecture (débords de toit, brise soleil, persiennes, stores, etc.) »</p>



PAGE	REMARQUES	RECOMMANDATIONS
P48	Dispositions applicables aux zones urbaines – Zone UR	<p><u>Proposition de réécriture en vert :</u></p> <p>« <del>Dans cette zone, l'autorisation de construire peut donc être plus encore que dans d'autres secteurs, conditionnée à la capacité des réseaux publics de distribution d'eau, d'électricité ou d'assainissement* existants et, le cas échéant, au(x) renforcement(s) nécessaire(s) pour assurer la desserte du projet.</del> »</p> <p>« Dans les secteurs déjà urbanisés de cette zone, la délivrance de nouvelles autorisations de construire pourra être subordonnée à l'état des réseaux publics de distribution d'eau, d'électricité ou d'assainissement* existants et à leur capacité d'assurer la desserte de nouvelles constructions ou, le cas échéant, à leur renforcement(s) nécessaire(s) pour assurer cette desserte »</p> <p>Cela permettra d'éclairer le juge en cas de contentieux et appuyer cette disposition du règlement sur l'article Lp 112-5 du CUNC qui distingue bien deux cas de classement en zone U : les secteurs déjà urbanisés, les secteurs avec les équipements suffisants. Une autre formulation peut être proposée par la Ville tant qu'elle est conforme à cet état d'esprit de la règle.</p>
GENERAL	Zones AC	<p><u>Proposition de réécriture en vert :</u></p> <p>« zones A » (zones agricoles) au lieu de « zones AC » (zones agricoles constructibles). En effet, le règlement ne comprend pas de « zones ANC » (zones agricoles non constructibles) et l'identification de toutes les zones agricoles comme constructibles pourrait prêter à confusion auprès des administrés en cas d'inconstructibilité pour d'autres motifs (zones inondables, etc.).</p>
GENERAL	Article 12 – Toutes zones	<p><u>Recommandation :</u></p> <p>Privilégier ou exiger une part minimale de surfaces de stationnement en revêtements non imperméables dans toutes les zones urbaines.</p>
GENERAL	Toutes zones	<p><u>Recommandation :</u> Préciser à l'article 1 si les constructions annexes sont autorisées.</p>

PAGE	REMARQUES	RECOMMANDATIONS
GENERAL	Tout le document	<p><u>Quelques fautes de frappe à corriger en vert :</u></p> <p>Page 7 : « les autorisations de déversement des eaux usées »</p> <p>Page 7 : « Les zones naturelles dites « zone N » : correspondent à des espaces à protéger en raison soit de la qualité des sites et des milieux naturels, soit de l'existence ou du développement des exploitations forestières, soit de leur potentiel biologique ou géologique, soit de leur caractère d'espaces naturels »</p> <p>Page 8 : « des zones urbaines centrales « UA » »</p> <p>Page 8 : « [...] dont les indices <del>sont</del> caractérisent des zones de moins en moins denses. »</p> <p>Page 29 : « Le retournement des véhicules doit être possible à l'intérieure de la parcelle. »</p> <p>Page 33 : « [...] le nombre total de places exigibles est calculé sur la base de la destination [...] »</p> <p>Page 34 : « [...] de manière à préserver au mieux les arbres ou ensembles végétaux existants. »</p> <p>Page 35 : « Une bande non terrassée d'une largeur minimum de 1 mètre est préservée en limites séparatives latérales [...] »</p> <p>Page 40 : « Si la pente du terrain* est inférieure ou égale à 20%, les annexes* sont implantées par rapport aux voies publiques [...] »</p> <p>Page 48 : « [...] le cadre naturel de ces secteurs participe à la trame verte et bleue de la commune [...] »</p> <p>Page 95 : « Une réserve foncière est d'ores et déjà affichée en zone UA AU stricte et indique le cadre d'un potentiel agrandissement du quartier de Tontouta [...] »</p>

## 6. Les annexes et servitudes

### 6.1. Les annexes

Plan des risques naturels : recommandation d'ajouter en légende une rubrique « Autres informations » avec les figurés des parcelles cadastrales, du bâti cadastral, des routes principales, afin d'améliorer la compréhension de la carte.

### 6.2. Le cahier des recommandations architecturales, urbaines, paysagères et environnementales (CRAUPE)

PAGE	REMARQUES	RECOMMANDATIONS
GENERAL	Tout le document	<p><u>Quelques fautes de frappe à corriger en vert :</u></p> <p>Page 4 : « Certaines parcelles<del>s</del> enclavées sont desservies [...]. »</p> <p>Page 7 : « Dans ce cas, un recul de 3 mètres<del>s</del> des constructions est recommandé pour limiter les rayonnements de chaleur vers celles-ci. »</p> <p>Page 7 : « limiter l'impact du stationnement sur les ruissellements d'eau pluviales<del>s</del> »</p> <p>Page 7 : « Les fosses des arbres des aires de stationnement sont idéalement d'un diamètre égal à la taille du houppier mature et <del>être</del> communicantes afin de limiter les besoins en arrosage et d'assurer la pérennité du paysage. »</p> <p>Page 12 : « Elles peuvent être situées en amont des constructions et déporter les ruissellements<del>s</del> dans les projets en pente. »</p> <p>Page 19 : « Illustration des préconisations autour de la règle du PUD - Article 14 des dispositions<del>s</del> applicables à toutes les zones. »</p> <p>Page 22 : « A l'inverse, les revêtements foncés sont déconseillés car ils favorisent<del>nt</del> l'échauffement de l'air environnant en absorbant une partie du rayonnement solaire. »</p> <p>Page 24 : « Les façades les plus exposées peuvent être protégées<del>s</del> par une végétalisation des façades. »</p> <p>Page 29 : « D'autres<del>s</del> outils existent tels que les bases de données Endémia et Florical »</p>

Page 29 : « Pour des considérations de sécurité, d'entretien et de mise en valeur du littoral et des cours d'eau, il est recommandé [...] »

## 7. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Aucune remarque.